

CONTRAT TYPE DE LOCATION OU DE COLOCATION DE LOGEMENT NU

*Soumis au titre I^r de la loi du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant
modification de la loi du 23 décembre 1986*

Champ du contrat type : le présent contrat type de location est applicable aux locations et aux colocations de logements nus qui constituent la résidence principale du preneur, à l'exception :

- des colocations formalisées par la conclusion de plusieurs contrats entre les colocataires et le bailleur ;
- des locations de logements faisant l'objet d'une convention passée en application de l'article L. 351-2 ou de l'article L. 321-8 du code de la construction et de l'habitation ;
- des locations de logements appartenant à un organisme d'habitation à loyer modéré ne faisant pas l'objet d'une convention passée en application de l'article L. 351-2 précité.

Modalités d'application du contrat type : le régime de droit commun en matière de baux d'habitation est défini principalement par la loi du 6 juillet 1989. Ces dispositions étant d'ordre public, elles s'imposent aux parties qui, en principe, ne peuvent pas y renoncer.

En conséquence :

- le présent contrat type de location contient uniquement les clauses essentielles du contrat dont la législation et la réglementation en vigueur au jour de sa publication imposent la mention par les parties dans le contrat. Il appartient cependant aux parties de s'assurer des dispositions applicables au jour de la conclusion du contrat ;
- au-delà de ces clauses, les parties sont également soumises à l'ensemble des dispositions légales et réglementaires d'ordre public applicables aux baux d'habitation sans qu'il soit nécessaire de les faire figurer dans le contrat et qui sont rappelées utilement dans la [notice d'information](#) qui doit être jointe à chaque contrat ;
- les parties sont libres de prévoir dans le contrat d'autres clauses particulières, propres à chaque location, dans la mesure où celles-ci sont conformes aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Les parties peuvent également convenir de l'utilisation de tout autre support pour établir leur contrat, dans le respect du présent contrat type.

Le contrat type de location ou de colocation contient les éléments suivants :

I. Désignation des parties

Le présent contrat est conclu entre les soussignés :

Nom et prénom, ou dénomination du bailleur

Domicile ou siège social :

Qualité du bailleur (personne physique, personne morale ⁽¹⁾)

Adresse électronique (facultatif) ⁽²⁾

désigné (s) ci-après « le bailleur »

Le cas échéant, représenté par le mandataire

Nom ou raison sociale et adresse du mandataire ainsi que l'activité exercée

Le cas échéant : numéro et lieu de délivrance de la carte professionnelle / nom et adresse du garant ⁽³⁾.

Nom et prénom du ou des locataires ou, en cas de colocation, des colocataires,

Adresse électronique (facultatif)

désigné (s) ci-après « le locataire »

Il a été convenu ce qui suit :

II - Objet du contrat

Le présent contrat a pour objet la location d'un logement ainsi déterminé :

A. Consistance du logement

Localisation du logement : [*exemples* : adresse / bâtiment / étage / porte etc.];

Type d'habitat : [*immeuble collectif ou individuel*];

Régime juridique de l'immeuble : [*mono propriété ou copropriété*];

Période de construction : [*exemples* : avant 1949, de 1949 à 1974, de 1975 à 1989, de 1989 à 2005, depuis 2005];

Surface habitable : [...] m²;

Nombre de pièces principales : [...];

Le cas échéant : Autres parties du logement [*exemples* : grenier, comble aménagé ou non, terrasse, balcon, loggia, jardin etc.],

Éléments d'équipements du logement [*exemples* : cuisine équipée, détail des installations sanitaires etc.]

Modalité de production de chauffage [*individuel ou collectif*] ⁽⁴⁾;

Modalité de production d'eau chaude sanitaire [*individuelle ou collective*] ⁽⁵⁾.

**B. Destination des locaux : usage d'habitation
ou usage mixte professionnel et d'habitation**

C. LE CAS ECHEANT - Désignation des locaux et équipements accessoires de l'immeuble à usage privatif du locataire (*exemples : cave, parking, garage etc*).

D. Enumération des locaux, parties, équipements et accessoires de l'immeuble à usage commun [*garage à vélo, ascenseur, espaces verts, aires et équipements de jeux, laverie, local poubelle, gardiennage, autres prestations et services collectifs etc.*]

E. LE CAS ECHEANT - Equipement d'accès aux technologies de l'information et de la communication [*exemples : modalités de réception de la télévision dans l'immeuble, modalités de raccordement Internet etc.*]

III. Date de prise d'effet et durée du contrat La durée du contrat et sa date de prise d'effet sont ainsi définies :

A. Date de prise d'effet du contrat [...]

B. Durée du contrat [*durée minimale de 3 ou 6 ans selon la qualité du bailleur*] **ou** [*durée réduite et minimale d'1 an lorsqu'un événement précis ⁽⁶⁾ le justifie*]

C. LE CAS ECHEANT - Evénement et raison justifiant la durée réduite du contrat de location. [...]

En l'absence de proposition de renouvellement du contrat, celui-ci est, à son terme, reconduit tacitement pour 3 ou 6 ans dans les mêmes conditions. Le locataire peut mettre fin au bail à tout moment, après avoir donné congé. Le bailleur, quant à lui, peut mettre fin au bail à son échéance et après avoir donné congé, soit pour reprendre le logement en vue de l'occuper lui-même ou une personne de sa famille, soit pour le vendre, soit pour un motif sérieux et légitime.

IV. Conditions financières

A. Loyer

1° Fixation du loyer initial :

a) Montant du loyer mensuel : ⁽⁷⁾ ;

b) ^{LE CAS ECHEANT} - Modalités particulières de fixation initiale du loyer applicables dans certaines zones tendues ⁽⁸⁾ :

- le loyer du logement objet du présent contrat est soumis au décret fixant annuellement le montant maximum d'évolution des loyers à la relocation : [oui / non].
- le loyer du logement objet du présent contrat est soumis au loyer de référence majoré fixé par arrêté préfectoral : [oui / non].
- montant du loyer de référence : [...] €/m² / Montant du loyer de référence majoré : [...]
- ^{LE CAS ECHEANT} Complément de loyer [si un complément de loyer est prévu, indiquer le montant du loyer de base, nécessairement égal au loyer de référence majoré, le montant du complément de loyer et les caractéristiques du logement justifiant le complément de loyer].

c) ^{LE CAS ECHEANT} Informations relatives au loyer du dernier locataire : [montant du dernier loyer acquitté par le précédent locataire, date de versement et date de la dernière révision du loyer] ⁽⁹⁾.

2° Modalités de révision :

a) Date de révision [...],

b) Date ou trimestre de référence de l'IRL [...].

B. Charges récupérables

1. Modalité de règlement des charges récupérables : [provisions sur charges avec régularisation annuelle ou paiement périodique des charges sans provision / en cas de colocation, les parties peuvent convenir de la récupération des charges par le bailleur sous la forme d'un forfait].

2. ^{LE CAS ECHEANT} Montant des provisions sur charges ou, en cas de colocation, du forfait de charges :

3. ^{LE CAS ECHEANT} En cas de colocation et si les parties en conviennent, modalités de révision du forfait de charges ⁽¹⁰⁾.

C. Contribution pour le partage des économies de charges : ⁽¹¹⁾

1. Montant et durée de la participation du locataire restant à courir au jour de la signature du contrat :

2. Eléments propres à justifier les travaux réalisés donnant lieu à cette contribution :

D. ^{LE CAS ECHEANT} En cas de colocation, souscription par le bailleur d'une assurance pour le compte des colocataires ⁽¹²⁾ : [oui / non]

1. Montant total annuel récupérable au titre de l'assurance pour compte des colocataires : [...] ⁽¹³⁾.

2. Montant récupérable par 12^{ème} :

E. Modalités de paiement

- périodicité du paiement : [... ⁽¹⁴⁾];
- paiement [à échoir / à terme échu];
- date ou période de paiement : ...;
- LE CAS ECHEANT Lieu de paiement : [...];
- LE CAS ECHEANT Montant total dû à la première échéance de paiement pour une période complète de location : [détailler la somme des montants relatifs au loyer, aux charges récupérables, à la contribution pour le partage des économies de charges et, en cas de colocation, à l'assurance récupérable pour le compte des colocataires].

F. LE CAS ECHEANT, EXCLUSIVEMENT LORS D'UN RENOUVELLEMENT DE CONTRAT, modalités de réévaluation d'un loyer manifestement sous-évalué

1. Montant de la hausse ou de la baisse de loyer mensuelle : [...].
2. Modalité d'application annuelle de la hausse [par tiers ou par sixième selon la durée du contrat et le montant de la hausse de loyer]

V. Travaux

A. LE CAS ECHEANT Montant et nature des travaux d'amélioration ou de mise en conformité avec les caractéristiques de décence effectués depuis la fin du dernier contrat de location ou depuis le dernier renouvellement : [...] ⁽¹⁵⁾

B. LE CAS ECHEANT Majoration du loyer en cours de bail consécutive à des travaux d'amélioration entrepris par le bailleur : [nature des travaux, modalités d'exécution, délai de réalisation ainsi que montant de la majoration du loyer] ⁽¹⁶⁾

C. LE CAS ECHEANT Diminution de loyer en cours de bail consécutive à des travaux entrepris par le locataire : [durée de cette diminution et, en cas de départ anticipé du locataire, modalités de dédommagement sur justification des dépenses effectuées]

VI. Garanties

LE CAS ECHEANT Montant du dépôt de garantie de l'exécution des obligations du locataire / Garantie autonome : *[inférieur ou égal à un mois de loyer hors charges]*.

VII. LE CAS ECHEANT Clause de solidarité

Modalités particulières des obligations en cas de pluralité de locataires : *[clause prévoyant la solidarité des locataires et l'indivisibilité de leurs obligations]*.

VIII. LE CAS ECHEANT Clause résolutoire

Modalités de résiliation de plein droit du contrat : *[clause prévoyant la résiliation de plein droit du contrat de location pour un défaut de paiement du loyer ou des charges aux termes convenus, le non versement du dépôt de garantie, la non-souscription d'une assurance des risques locatifs ou le non-respect de l'obligation d'user paisiblement des locaux loués, résultant de troubles de voisinage constatés par une décision de justice passée en force de chose jugée]*.

IX. LE CAS ECHEANT Honoraires de location ⁽¹⁷⁾

A. Dispositions applicables

Il est rappelé les dispositions du I de l'article 5 (1) de la loi du 6 juillet 1989, alinéas 1 à 3 : « La rémunération des personnes mandatées pour se livrer ou prêter leur concours à l'entremise ou à la négociation d'une mise en location d'un logement, tel que défini aux articles 2 et 25-3, est à la charge exclusive du bailleur, à l'exception des honoraires liés aux prestations mentionnées aux 2^{ème} et 3^{ème} alinéas du présent I.

Les honoraires des personnes mandatées pour effectuer la visite du preneur, constituer son dossier et rédiger un bail sont partagés entre bailleur et preneur. Le montant TTC imputé au preneur pour ces prestations ne peut excéder celui imputé au bailleur et demeure inférieur ou égal à un plafond par m² de surface habitable de la chose louée fixé par voie réglementaire et révisable chaque année, dans des conditions définies par décret, Ces honoraires sont dus à la signature du bail.

Les honoraires des personnes mandatées pour réaliser un état des lieux sont partagés entre bailleur et le preneur. Le montant TTC imputé au locataire pour cette prestation ne peut excéder celui imputé au bailleur et demeure inférieur ou égal à un plafond par m² de surface habitable de la chose louée fixé par voie réglementaire et révisable chaque année, dans des conditions définies par décret. Ces honoraires sont dus à compter de la réalisation de la prestation. »

Plafonds applicables :

- montant du plafond des honoraires imputables aux locataires en matière de prestation de visite du preneur, de constitution de son dossier et de rédaction de bail : [...] * €/m² de surface habitable ;
- montant du plafond des honoraires imputables aux locataires en matière d'établissement de l'état des lieux d'entrée : 3 €/m² de surface habitable.

*8 € maximum/m² dans le Tarn

B. Détail et répartition des honoraires

1 Honoraires à la charge du bailleur :

- prestations de visite du preneur, de constitution de son dossier et de rédaction de bail : [*détail des prestations effectivement réalisées et montant des honoraires TTC dus à la signature du bail*] ;
- LE CAS ECHEANT Prestation de réalisation de l'état des lieux d'entrée : [*montant des honoraires TTC dus à compter de la réalisation de la prestation*] ;
- autres prestations : [*détail des prestations et conditions de rémunération*].

2. Honoraires à la charge du locataire :

- frais de visite du preneur, de constitution de son dossier et de rédaction de bail : [*détail des prestations effectivement réalisées et montant des honoraires TTC dus à la signature du bail*] ;
- Prestation de réalisation de l'état des lieux d'entrée : [*montant des honoraires TTC dus à compter de la réalisation de la prestation*].

X. Autres conditions particulières

[A définir par les parties]

XI. Annexes

Sont annexées et jointes au contrat de location les pièces suivantes :

A. Une notice d'information relative aux droits et obligations des locataires et des bailleurs

B. LE CAS ECHEANT Un extrait du règlement de copropriété concernant la destination de l'immeuble, la jouissance et l'usage des parties privatives et communes, et précisant la quote-part afférente au lot loué dans chacune des catégories de charges.

C. Un dossier de diagnostic technique comprenant

- un diagnostic de performance énergétique ;
- un constat de risque d'exposition au plomb pour les immeubles construits avant le 1^{er}/1/1949 ;
- une copie d'un état mentionnant l'absence ou la présence de matériaux ou de produits de la

construction contenant de l'amiante ⁽¹⁸⁾ ;

- un état de l'installation intérieure d'électricité et de gaz, dont l'objet est d'évaluer les risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes ⁽¹⁹⁾ ;
- LE CAS ECHEANT un état des risques naturels et technologiques pour les zones couvertes par un plan de prévention des risques technologiques ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles, prescrit ou approuvé, ou dans des zones de sismicité ⁽²⁰⁾ .

D. Un état des lieux ⁽²¹⁾

E. LE CAS ECHEANT Une autorisation préalable de mise en location ⁽²²⁾

F. LE CAS ECHEANT Les références aux loyers habituellement constatés dans le voisinage pour des logements comparables ⁽²³⁾

Le [date], à [lieu],

Signature du bailleur

[ou de son mandataire, LE CAS ECHEANT]

Signature du locataire

- (1) *Préciser si la personne morale est une société civile constituée exclusivement entre parents et alliés jusqu'au 4^{ème} degré inclus.*
- (2) *A reproduire si pluralité de bailleurs.*
- (3) *Mention obligatoire s'appliquant aux professionnels exerçant une activité mentionnée à l'article 1^{er} de la loi du 2/1/1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce.*
- (4) *Si chauffage collectif, préciser les modalités de répartition de la consommation du locataire.*
- (5) *En cas de production collective, préciser les modalités de répartition de la consommation du locataire.*
- (6) *Limité aux événements précis qui justifient que le bailleur personne physique ait à reprendre le local pour des raisons professionnelles ou familiales.*
- (7) *Lorsqu'un complément de loyer est appliqué, le loyer mensuel s'entend comme la somme du loyer de base et de ce complément.*
- (8) *Zones d'urbanisation continue de plus de 50 000 habitants où il existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements, entraînant des difficultés sérieuses d'accès au logement sur l'ensemble du parc résidentiel telles que définies par décret. Ne s'applique pas dans le Tarn.*
- (9) *Mention obligatoire si le précédent locataire a quitté le logement moins de 18 mois avant la signature du bail.*
- (10) *Si les parties, en colocation, conviennent d'un forfait de charges et de sa révision annuelle, ce forfait est révisé dans les mêmes conditions que le loyer principal.*
- (11) *Art 23-1 de la loi du 6/7/1989.*
- (12) *Au cours de l'exécution du contrat de location et dans les conditions prévues par la loi, les colocataires peuvent provoquer la résiliation de l'assurance souscrite par le bailleur pour leur compte.*
- (13) *Correspond au montant de la prime d'assurance annuelle, éventuellement majoré dans la limite d'un montant fixé par décret en Conseil d'Etat.*
- (14) *Paiement mensuel de droit à tout moment à la demande du locataire.*
- (15) *Le cas échéant, préciser par ailleurs le montant des travaux d'amélioration effectués au cours des 6 derniers mois.*
- (16) *Clause invalide pour les travaux de mise en conformité aux caractéristiques de décence.*
- (17) *A mentionner lorsque le contrat de location est conclu avec le concours d'une personne mandatée et rémunérée à cette fin.*
- (18) *A compter de l'entrée en vigueur du décret d'application listant notamment les matériaux ou produits concernés.*
- (19) *A compter de la date d'entrée en vigueur de cette disposition, prévue par décret.*
- (20) *La liste des communes comprises dans ces zones est définie localement par arrêté préfectoral.*
- (21) *L'état des lieux d'entrée est établi lors de la remise des clés, dont la date peut être ultérieure à celle de conclusion du contrat.*
- (22) *Dispositif applicable dans certains territoires présentant une proportion importante d'habitat dégradé délimité localement par l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'habitat ou, à défaut, le conseil municipal (art. 92 de la loi du 24/3/2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové).*
- (23) *Lorsque la détermination du montant du loyer est la conséquence d'une procédure liée au fait que le loyer précédemment appliqué était manifestement sous évalué.*